

augmenter de quelques centaines de dollars par an et d'ici cinq ans les Iraniens devraient vivre aussi bien que les Canadiens. Cela, c'est parce que l'Iran est riche. C'est en partie attribuable au fait qu'il n'y a pas de grèves et pas de vraie démocratie. On y trouve des institutions démocratiques qu'il est très impressionnant d'étudier, mais en regard de chaque palier du gouvernement, il y a le gouvernement du Chah. Et cela tout au long de l'échelle. C'est ce gouvernement qui dicte au peuple quoi faire, quand, sans discussion possible.

Monsieur l'Orateur, voulons-nous vivre en démocratie? Voulons-nous que les Canadiens aient ce qu'ils veulent? Ou est-ce une économie dirigée que nous voulons? Il est impossible d'établir des contrôles sans avoir recours à des policiers ou une police quelconque pour les appliquer. L'être humain étant ce qu'il est, chacun profite de la moindre faille pour s'évader. Si des gens n'osent pas, on les méprise parce qu'ils ont peur du risque. Ce ne sont pas des gens entreprenants. Mais si chacun surveille son voisin, on finit par avoir un État dirigé et semi-policié. Est-ce cela que nous voulons?

Il est temps de cesser de parler de contrôle puisque nous ne pouvons contrôler personne, sauf le pauvre travailleur. Ce ne sont pas les travailleurs qui ont causé l'inflation au Canada. Elle nous est venue de l'extérieur, chacun devrait s'en rendre compte. Elle a fait irruption quand les États-Unis ont dévalué leur monnaie. Nous ne nous en sommes pas remis depuis. Heureusement que notre monnaie reste à peu près au même point, si bien que nous sommes à peu près dans la même situation que les États-Unis, mais plus favorisés à certains égards.

L'opposition m'a bien amusé avec certains de ses commentaires sur l'inflation. D'après le chef conservateur, il faut à tout prix adopter une politique financière et monétaire judicieuse. Qu'est-ce que ça veut dire? Absolument rien. Le député de Don Valley (M. Gillies) a répété la même chose. Leurs discours ne riment à rien. Ils ne préconisent pas de politique précise. N'importe qui pourrait dire ce qu'ils disent. Je rappelle au représentant de Don Valley qu'avant d'être député, il s'opposait aux contrôles alors que maintenant il est pour. C'est peut-être un préjugé politique.

● (1620)

**M. Paproski:** Il s'est dessillé les yeux.

**M. Railton:** La question ne peut pas être réglée au moyen d'une solution aussi simpliste que le contrôle des salaires et des prix. Nous avons fait beaucoup pour aider les pauvres avec notre système de sécurité sociale et l'indexation; nous nous inquiétons pour ceux qui ne font pas partie de la classe pauvre mais qui ont un revenu fixe, pour les retraités dont les économies vont fondre à cause de la dévaluation de la monnaie. Pour le moment, on ne peut rien y faire. Disons-le en toute honnêteté.

Il est temps de se rendre compte que nous allons connaître une bonne période dans environ un an. A mon avis, le prix du pétrole va baisser ainsi que beaucoup d'autres prix, car le monde se stabilise. Le règlement de la longue grève en Grande-Bretagne en est un des facteurs. Domage que le parti conservateur n'ait pas été assez malin pour se rendre compte qu'en donnant une juste rétribution aux mineurs, il maintiendrait l'industrie anglaise en activité et que, bien que cela coûte un peu plus, il en viendrait à bout pour environ cinq ans, jusqu'à ce que les puits de pétrole de la mer du Nord commencent à produire. Cela me

### Réglementation des prix

prouve que les conservateurs du monde entier ne voient pas loin.

**M. Ed Nelson (Burnaby-Seymour):** Monsieur l'Orateur, lorsque je rentrerai chez moi demain, je pourrai dire à ma famille qu'un grand silence s'est fait à la Chambre lorsque je me suis levé pour parler, mais je ne dirai pas combien de députés étaient présents. Bien des députés et des millions de Canadiens éprouvent un sentiment d'impuissance à voir monter le coût de la vie de jour en jour et de mois en mois. Le prix des produits alimentaires n'a cessé de grimper depuis des mois et les gens de ma région, en particulier, ont été durement frappés. Selon une enquête menée d'un bout à l'autre du pays sur l'alimentation le 1<sup>er</sup> février, Vancouver détenait encore le douteux privilège d'être la ville où les produits alimentaires coûtent le plus cher.

Le prix des produits alimentaires s'est accru davantage au cours des deux derniers mois qu'au cours des 25 dernières années. L'an dernier, les prix ont monté de 13 p. 100. D'après Statistique Canada, le prix des pommes de terre a monté de 94.9 p. 100; celui des œufs, de 46.3 p. 100; du poulet, de 40.1 p. 100; de la dinde, de 35.9 p. 100 et ainsi de suite. Mais le sucre remporte la palme. Son prix a plus que doublé en moins d'un an et, naturellement, le prix des denrées dont le sucre fait partie intégrante a augmenté aussi.

Nous savons pourquoi le prix du sucre a augmenté dans de telles proportions, n'est-ce pas? Statistique Canada et aussi nos tribunaux nous ont donné la réponse. Les trois principaux importateurs de sucre—les sociétés Atlantic Sugar Refineries, Redpath Sugar et St. Lawrence Sugar ont toutes été reconnues coupables de collusion pour la fixation des prix en 1963. Qu'est-ce qui s'est passé? On les a traitées d'affreuses petites compagnies et elles ont dû payer une amende. Qui plus est, elles ont porté tout le poids de la majesté de la loi et on leur a intimé l'ordre de ne plus recommencer. Toutefois, elles ont continué de puiser dans le gousset des consommateurs canadiens pendant huit autres années. Elles font maintenant face de nouveau à la même accusation de fixation de prix. Non seulement ont-elles conspiré pour hausser le prix du sucre, au cours des années, d'une centaine de millions—125 millions de dollars pour être exact—mais elles ont aussi empêché d'autres sociétés de se lancer dans le commerce du sucre. Que va-t-il leur arriver cette fois-ci? Une autre amende qui revient, à toutes fins utiles, à une permission de continuer à voler? Une autre tape sur les doigts.

Il ne s'agit pas seulement des raffineries, monsieur l'Orateur; il y a une longue liste de sociétés qui ont été reconnues coupables de délits semblables ou qui sont sur le point de l'être. Il existe des preuves solides, si l'on me permet le calembour facile, selon lesquelles les cimenteries de Vancouver et de Toronto sont impliquées. En voici une bonne: 74 des compagnies d'assurances générales les plus connues au Canada ont été accusées d'avoir fixé les prix relativement à la vente d'assurance-incendie en Nouvelle-Écosse. Il y a toute une liste d'incidents du même genre.

Lors de la période des questions, jeudi dernier, j'ai demandé au premier ministre (M. Trudeau) s'il serait possible de mettre en vigueur une loi en vue de suspendre le permis d'affaires des sociétés reconnues plus d'une fois coupables d'avoir délibérément fixé les prix, ou de le leur retirer. Question naïve! Je sais que les permis sont émis par les provinces et que le gouvernement fédéral n'a de pouvoir qu'en cas de crime. Les députés se rappelleront la proposition du premier ministre. Il m'a proposé d'écrire aux provinces en cause—moi, député de Burnaby-Seymour, assis contre le rideau de velours, sur la dernière